

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96 515
35 065 Rennes

Rennes, le 19 Décembre
2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFC

38 rue de Vannes
BP 127
35603 REDON CEDEX
35 600 Redon

Références : UD35 / 2024 - 646
Code AIOT : 00055 - 01485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement AFC implanté 38 rue de Vannes 35603 Redon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un signalement effectué par une riveraine des installations de la société AFC à Redon, lié à des nuisances sonores et vibratoires ressenties. Celle-ci fait suite aux premiers échanges engagés entre les différentes parties prenantes : plaignante / exploitant / inspection des installations classées pour l'environnement et aux diagnostics sonores, vibratoires menés par l'exploitant qui en ont suivis.

Les conclusions de cette visite, objet du présent rapport, ont conduit à la nécessité de réalisation de diagnostics complémentaires visant à confirmer les différentes hypothèses concernant l'identification des sources des nuisances, les équipements concernés, la confirmation des chemins de propagation des ondes sonores et solidiennes dans une optique de définition des mesures correctives pouvant être déployées.

Depuis cette visite, une présentation des résultats des campagnes de mesures acoustiques, vibratoires décidées à l'issue de la visite d'inspection a été effectuée par l'exploitant et son conseil par visioconférence du 6 novembre 2024. Le présent rapport intègre ces nouvelles données

confirmant certaines des hypothèses sur l'origine des nuisances et qui doivent guider les actions correctives à déployer.

Le présent rapport d'inspection constitue donc un récapitulatif des actions engagées par l'exploitant, des résultats d'analyse obtenus et des mesures désormais attendues de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFC
- 38 rue de Vannes 35 603 Redon
- Code AIOT : 00055 - 01485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

AFC est une fonderie de métaux ferreux produisant exclusivement des pièces en fonte à graphite sphéroïdal à destination des secteurs automobile, agricole, industrie mécanique... Le site de Redon créé en 1947 dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 novembre 1998 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 9 avril 2003, 15 décembre 2005 et 22 décembre 2008.

Les installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 3240 et 2551 pour ses activités de fonderie de métaux. Elles sont donc soumises aux dispositions de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, et transposée dans le droit national par ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 et décrets via la création notamment de la section 8 du Titre V du Chapitre I du Livre V du code de l'environnement.

Les installations sont également soumises :

- au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 "*Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes*"
- au régime de la déclaration pour diverses rubriques : 2517, 2560, 2575 et 2921 notamment

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « *Faits sans suite administrative* » ;
- « *Faits avec suites administratives* » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « *Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète* » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Réglementation bruits – campagnes de surveillance | Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 6.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 24 mois |
| 3 | Étude ingénierie spécifique (Rapport 23-23-60-00789-01-A-FGU) | Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 6.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 6 mois |
| 4 | Diagnostics acoustiques et vibratoires 2024 | Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 6.2 | Prescriptions complémentaires | 15 jours |
| 5 | Actualisation des dispositions - Projet d'APC | Code de l'environnement du 08/01/2020, article L 181-14 + R 181-45 | Prescriptions complémentaires | 15 jours |
| 6 | Situation administrative | Code de l'environnement du 04/12/2015, article L 513-1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Méthode de mesures | Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5 | Sans objet |
| 7 | Classement - arrêt des activités 2561 | Code de l'environnement du 09/12/2015, article R 512-66-1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède aux campagnes de mesures des bruits générés par l'exploitation selon les fréquences et les référentiels normatifs, techniques visés par la réglementation applicable au site. Ces dernières font état de résultats majoritairement conformes en niveaux de bruits et en émergence aux différents points de mesures définis. Les non-conformités ponctuelles concernent essentiellement les points de mesures figurant au sud des installations soit à l'opposé de la résidence de la plaignante.

Dans le cadre du signalement effectué et des échanges consécutifs avec l'installation des installations classées pour l'environnement, des diagnostics, des études acoustiques complémentaires ont été entrepris par la société AFC, notamment au niveau de la résidence de la plaignante. La démarche employée à travers les différents diagnostics est pertinente et s'attache logiquement à quantifier les phénomènes, à identifier les sources des bruits, des vibrations et à comprendre les phénomènes complexes de propagation des ondes. Les conclusions de ces diagnostics témoignent d'une certaine répétabilité des résultats obtenus et permettent d'élaborer des hypothèses robustes sur les mécanismes à l'œuvre pouvant expliquer les nuisances ressenties, à savoir :

- pour les mesures sonores :
 - des niveaux largement conformes à la réglementation,
 - des émergences particulièrement fortes notamment au sein de la maison de la plaignante qui excèdent très largement les valeurs limites réglementaires,
 - l'analyse en bandes de fréquences permet d'identifier que cette émergence est maximale dans les bandes de basses fréquences entre 16 et 20 Hz soit au limite du domaine d'audibilité standard,
- pour les mesures vibratoires :
 - que l'intensité des phénomènes mesurés ne présente pas d'effets sur la structure du logement selon les critères établis par la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées,
 - que les niveaux de bruits atteignent des valeurs seuils dans la bande d'octave 16 Hz selon la norme ISO 2631-2 témoignant de vibrations générées perceptibles au sein de la résidence et donc pouvant être à l'origine de nuisances pour les résidents.

Les conclusions tirées de ces différentes campagnes conduisent aux hypothèses suivantes :

- la gêne perçue au sein de la résidence est essentiellement d'origine vibratoire mais trouve ses causes dans la propagation des ondes sonores dans les basses fréquences (16 – 20 Hz essentiellement),
- les ondes sonores générées par l'exploitation dans le domaine des basses fréquences génèrent a priori un phénomène de résonance au niveau de la structure de la résidence contribuant aux émergences marquées mesurées et amplifiées par l'atténuation des bruits ambiants au sein de la maison aux autres bandes de fréquences,
- les analyses vibratoires menées sur les équipements tendent à démontrer une bonne absorption des vibrations par les différents supports et dispositifs de désolidarisation mis en œuvre accentuant l'hypothèse émise sur la nature acoustique et non vibratoire des nuisances,
- les analyses acoustiques ont permis :
 - d'identifier les équipements les plus contributeurs aux ondes sonores dans le domaine des basses fréquences : la source principale est le vibrodrum présent sur l'ancienne ligne permettant de séparer les pièces de leurs moules de sable suivie par les refroidisseurs à sable présents sur les 2 lignes. La prédominance du vibrodrum sur les autres sources impose de traiter en premier lieu cette source avant d'intervenir sur les sources secondaires identifiées (toute action sur ces dernières ne produirait pas d'améliorations sur la situation actuelle),
 - de quantifier les gains à atteindre pour diminuer les vibrations mesurées au sein de la maison et contribuer à l'élimination des nuisances perçues.

En conclusion, les mesures à mettre en œuvre pour atteindre une baisse suffisante des ondes générées par le vibrodrum dans le domaine des basses fréquences apparaissent réduites à l'alternative suivante :

- le remplacement de l'équipement conditionnant une modernisation de toute la ligne de process à l'image de ce qui a été fait sur la nouvelle ligne : les mesures effectuées sur le tonneau vibrant témoignent de contribution nettement réduite par rapport au vibrodrum sur le domaine des basses fréquences permettant d'envisager une régularisation totale au regard des émergences et des nuisances vibratoires constatées,
- l'ajout d'un second coffrage autour de la première boîte béton encadrant le vibrodrum : construction d'une boîte extérieure en béton plein d'épaisseur supérieure ou égale à 20 cm avec un isolant en laine minérale déployé dans l'espace entre les deux boîtes. Compte tenu des ouvertures nécessaires au défilement des pièces sur le convoyeur, cette solution, si elle s'avère a priori plus économique et simple à mettre en œuvre, offre moins de gages d'efficacité et pourra s'accompagner d'actions ultérieures sur les sources secondaires.

Par conséquent, il est donc proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui impose à l'exploitant la réalisation, dans un délai de 3 mois :

- d'une étude de faisabilité technico-économique pour les 2 options,
- d'une proposition de plans d'actions détaillé, s'appuyant sur les conclusions de l'étude de faisabilité assorti d'un échéancier de réalisation.

Par ailleurs, ce projet d'APC comprend également une actualisation :

- du tableau de classement et de la situation administrative du site prenant en compte les constats 6 et 7 du présent rapport,
- des dispositions réglementaires relatives à l'évolution de la protection contre le risque incendie sur le site et notamment des moyens de protection disponibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réglementation bruits – campagnes de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores et vibratoires

Prescription contrôlée :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après :

| | Jour (7 h - 22 h) sauf dimanches et jours fériés | Nuit (22 h - 7 h) et dimanches et jours fériés |
|------------------------|--|--|
| EMPLACEMENT | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) |
| Limite de propriété | 60 | 55 |

A une distance de 200 m des limites de propriété de l'établissement, les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après.

| | |
|--|---|
| Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés |
| 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit : intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation, et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...).

L'exploitant devra réaliser trois mois après la mise en service des installations, un contrôle des niveaux d'émission sonore générées par son établissement.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports des différentes campagnes de mesures des émissions sonores effectuées dans le cadre de son exploitation. Les résultats sont présentés dans le tableau en annexe.

En synthèse, les mesures de surveillance réalisées depuis 2017 par l'APAVE, essentiellement en période nocturne (22 h - 7 h) se traduisent :

- par des valeurs homogènes, constantes de campagne en campagne témoignant de l'absence d'évolutions significatives au niveau de l'exploitation, des process pouvant être corrélées avec une augmentation des émissions sonores récentes,
- par des niveaux de bruit en limites de propriétés conformes aux valeurs définies dans l'arrêté préfectoral à l'exception essentiellement du point 5 et occasionnellement du point 6 situés au sud des installations : niveaux de bruits atteignant les 60 - 61 dB suivant les campagnes. Tous les résultats obtenus au nord des installations, donc à proximité immédiate de la résidence de la plaignante, présentent des niveaux proches des valeurs limites définies mais demeurant conformes,
- par des émergences :

- conformes pour la ZER 1 au nord-ouest (mesure a priori la plus représentative au regard de la localisation de la résidence de la plaignante),
- non conformes répétées pour la ZER 2 au sud des installations avec des émergences mesurées atteignant jusqu'à 9,5 et 7 dB,
- non conformes jusqu'en 2019 pour la ZER 3 au nord-est des installations. Les dernières mesures annuelles sont sous le seuil de 3 dB,
- par l'absence de tonalités marquées au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Seule une campagne en période diurne a été menée (7 h - 22 h) en 2022. Les résultats sont similaires avec des non-conformités au niveau des points de mesures 5 et 6 en limite sud de propriété.

Dans le cadre de l'exploitation, les mesures effectuées annuellement témoignent de valeurs non conformes notamment au sud des installations, qui auraient dès lors dû faire l'objet d'analyses et d'actions correctives et curatives par l'exploitant pour se conformer aux dispositions réglementaires applicables à ses installations. A l'issue des analyses et démarches initiées dans le cadre du signalement effectué lié à des nuisances ressenties dans les habitations au nord du site, l'exploitant devra procéder à une nouvelle campagne de mesures acoustiques pour déterminer si les actions engagées permettent de garantir une conformité permanente au niveau de l'ensemble des points de mesures référencés dans l'AP en limites de propriété et au sein des zones à émergences réglementées. Dans le cas contraire, de nouvelles actions devront être engagées pour atteindre cette conformité.

Suite au signalement effectué relatif aux nuisances sonores et vibratoires, l'exploitant a engagé de nouvelles mesures avec le bureau d'étude Venathec spécialisé en ingénierie acoustique et vibratoire directement dans la résidence de la plaignante témoignant d'émergences fortement non conformes (cf point 3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 24 mois

N° 2 : Méthode de mesures

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des émissions sonores |
| Prescription contrôlée : <p>La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté. L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.</p> <p>Annexe</p> <p>La présente méthode de mesure des émissions sonores d'une installation classée est applicable pour la mesure des niveaux de bruit en limites de propriété de l'établissement et pour la mesure de l'émergence dans les zones où celle-ci est limitée.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 "Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage " (décembre 1996), complétées par les dispositions ci-après.</p> |
| Constats : <p>L'ensemble des campagnes de surveillance des émissions sonores évoquées précédemment ont été réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et à la norme AFNOR NF S 31-010 "Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage".</p> <p>Les mesures réalisées répondent aux cadres réglementaire et méthodologique. Les valeurs obtenues sont donc présumées représentatives des émissions générées par les installations.</p> <p>La fréquence des campagnes de mesures n'est pas définie dans le cadre des arrêtés préfectoraux réglementant les installations classées. Des mesures diurne et nocturne ont toutefois été réalisées au cours des 3 dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">• mesures nocturnes réalisées en 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022• mesures diurnes réalisées en 2022 <p>Les mesures répondent donc aux périodicités communément admises pour la surveillance de ce type d'installation dans un contexte régulier, hors réclamations ou plaintes formulées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Nuisances vibratoires et acoustiques – étude ingénierie spécifique (Rapport 23-23-60-00789-01-A-FGU)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances vibratoires

Prescription contrôlée :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après :

| | Jour (7 h - 22 h) sauf dimanches et jours fériés | Nuit (22 h - 7 h) et dimanches et jours fériés |
|------------------------|--|--|
| EMPLACEMENT | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) |
| Limite de propriété | 60 | 55 |

A une distance de 200 m des limites de propriété de l'établissement, les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après.

| | |
|--|---|
| Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés |
| 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit : intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation, et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...).

L'exploitant devra réaliser trois mois après la mise en service des installations, un contrôle des niveaux d'émission sonore générées par son établissement.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Constats :

Tel qu'évoqué au point de constat N°1, au-delà du cadre réglementaire prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation et suite au signalement, l'exploitant a diligenté la réalisation de nouveaux diagnostics acoustique et vibratoire au sein de la maison de la plaignante. La présente visite d'inspection a ainsi permis une présentation des résultats obtenus.

Concernant les mesures vibratoires, un capteur a été déployé au sein du salon sur une période de 24 h du 07/11 au 08/11/2023 (du mardi au mercredi correspondant donc aux phases d'activité du site). Les mesures ont été réalisées dans les 3 directions orthogonales sur les bandes de tiers

d'octave entre 1,6 et 315 Hz. Les résultats témoignent de niveaux moyens importants sur les bandes de tiers d'octave comprises entre 8 Hz et 31,5 Hz synonymes de vibrations continues sur les très basses fréquences. Les valeurs moyennes obtenues atteignent ainsi pour la gamme de fréquence 16 Hz de valeurs moyennes atteignant 73,1 dB avec une valeur maximale de 82 dB dans la direction N (les valeurs dans les autres directions sont relativement similaires). Ces niveaux vibratoires sont inférieurs aux seuils critiques pour les constructions résistantes (entre 100 et 104 dB suivant les gammes de fréquences) définis dans la circulaire du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les ICPE. En l'état, les niveaux mesurés ne présentent pas de risques de dommages pour la structure du bâtiment.

En revanche, la comparaison des spectres de niveaux vibratoires mesurés dans les 3 directions aux valeurs du seuil maximal de vitesse vibratoire de la norme ISO 2631-2 (pour les logements) témoigne d'un dépassement de ce seuil dans deux directions sur 3. Il résulte, au sens de la norme, que les ondes vibratoires générées au sein de l'habitation sont perceptibles.

Par ailleurs, les mesures ont également été effectuées lors de l'arrêt des vibrants et du tonneau de l'exploitation et donnent des valeurs inférieures au seuil défini par la norme précitée dans les 3 directions. Ces équipements participent donc fortement au signal.

En conclusion, les mesures effectuées dans le logement de la plaignante témoignent de niveaux vibratoires :

- ne présentant pas, en l'état, de risques pour la pérennité de la structure de la maison,
- atteignant des valeurs seuils dans la bande d'octave 16 Hz témoignant de vibrations générées perceptibles au sein de la résidence et donc pouvant être à l'origine de nuisances pour les résidents.

Concernant les mesures acoustiques, elles ont été réalisées en continu sur 2 périodes dans la pièce où la gêne est ressentie comme maximale :

- du 7/11 au 8/11/2023 (en semaine) sur une période supérieure à 24 h
- du 16/11/2023 (14 h) au 20/11/2023 (14 h) soit sur une période intégrant le week-end.

Les résultats des analyses témoignent de niveaux sonores relativement constant aussi bien en période diurne que nocturne et atteignant un niveau moyen de 36,5 dB inférieurs au niveau moyen réglementé par l'AP d'autorisation fixé à 55 dB (A) mais d'émergences importantes, par rapport au bruit résiduel mesuré, de 10,5 dB (A) en diurne et 12 dB (A) en nocturne supérieures aux valeurs réglementaires fixées respectivement à 6 dB (A) et 4 dB (A).

Au-delà de cette approche globale, les spectres sonores ambiants mesurés ont été comparés avec les courbes de perception auditive des jeunes adultes normo-entendants afin de statuer sur l'audibilité des bruits concernés selon les bandes de fréquences puis sur la gêne sonore potentielle. De façon synthétique, la norme ISO 226 : 2003 définit des courbes de perception auditive pour 90 %, 50 % et 10 % de la population concernée (jeunes adultes normo-entendants) selon les bandes de fréquence considérées en périodes diurne et nocturne. Il s'ensuit que les bruits d'activité sont réputés audibles sans effort particulier d'attention sur les bandes de tiers d'octave à partir de 125 Hz mais surtout en très basses fréquences à 16 Hz et 20 Hz qui se caractérisent entre autres par des émergences très importantes supérieures à 30 dB (A). Les niveaux de bruit sont ainsi perceptibles malgré le filtrage naturellement induit par l'oreille sur ces fréquences. Là également, l'arrêt des tonneaux et des vibrants se matérialisent par une diminution nette des émergences ; de l'ordre de 10 dB dans cette gamme de fréquences. Les niveaux mesurés demeurent néanmoins élevés lors de ces périodes d'arrêts.

En conclusion, les mesures acoustiques effectuées témoignent :

- de dépassements importants des valeurs d'émergences réglementaires fixées par arrêté préfectoral du 13 novembre 1998,
- de dépassements des seuils de perception dans les moyennes fréquences (> 135 Hz) mais surtout dans les très basses fréquences (16 – 20 Hz) se caractérisant notamment par des émergences très importantes,
- la participation des tonneaux et des vibrants aux bruits et émergences mesurés, notamment dans la gamme des basses fréquences, mais qui ne constituent pas les seules

sources.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En conclusion de cette première phase d'analyses et de campagnes, qui objectivent les nuisances perçues au niveau de la maison de la plaignante, il s'avère nécessaire de procéder à des études complémentaires pour déterminer et hiérarchiser les sources sonores s'articulant notamment sur un arrêt puis un redémarrage en cascades des installations selon un planning préétabli.

Une fois les sources principales identifiées, la réalisation de mesures vibratoires à proximité des sources principales dans l'usine afin d'établir leur signature spectrale et déterminer les solutions techniques déployables pour permettre une régularisation sur le plan des émergences acoustiques ainsi qu'une suppression des nuisances vibratoires ressenties dans le logement de la plaignante.

À l'issue de la visite / réunion multipartite, il a donc été convenu que l'exploitant devait effectuer de nouveaux diagnostics :

- sous 2 mois de procéder à de nouvelles mesures avec un séquençage des arrêts des différentes installations visant à identifier les process, les équipements contribuant majoritairement aux émissions,
- sous 6 mois et après analyses des résultats, des données des campagnes complémentaires à la présentation d'un plan d'action accompagné d'un échéancier de mise en oeuvre.

L'inspection avait évoqué la possibilité de rédiger ces demandes sous la forme de prescriptions réglementaires au sein d'un arrêté préfectoral complémentaire. Le calendrier de l'inspection et le plan de charge n'ont pas permis cette formalisation dans les meilleurs délais. Il demeure que l'exploitant a respecté ses engagements par la réalisation des diagnostics évoqués ci-dessus dans les délais. Les résultats de ces campagnes ont été présentés par visioconférence du 6 novembre 2024. Les résultats et décisions prises sont intégrés au point suivant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Diagnostics acoustiques et vibratoires 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/1998, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques

Prescription contrôlée :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après :

| | Jour (7 h - 22 h) sauf dimanches et jours fériés | Nuit (22 h - 7 h) et dimanches et jours fériés |
|------------------------|--|--|
| EMPLACEMENT | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) | Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) |
| Limite de propriété | 60 | 55 |

À une distance de 200 m des limites de propriété de l'établissement, les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après.

| | |
|--|---|
| Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés |
| 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit : intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation, et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...).

L'exploitant devra réaliser trois mois après la mise en service des installations, un contrôle des niveaux d'émission sonore générées par son établissement.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Constats :

En lien avec le constat précédent et les demandes formulées à l'issue de la présentation des campagnes de mesures de 2023, l'exploitant a procédé à 2 nouvelles campagnes visant à identifier les sources des ondes sonores et vibratoires, leur mécanique de propagation pour identifier les mesures techniques envisageables.

La première campagne s'est ainsi réalisée le samedi 13 avril 2024 de 9h30 à 13h30. Seule une analyse acoustique a été conduite au niveau de la maison et du jardin de la plaignante mais également en 4 points au niveau de la limite nord du périmètre ICPE. Les mesures ont été réalisées en continu avec un arrêt séquencé des équipements au niveau des lignes de process M3 et M4.

Le point de mesure à l'intérieur de la maison témoigne de résultats analogues à ceux obtenus précédemment avec un niveau de bruit ambiant mesuré à 35 dBA donc conforme aux valeurs réglementaires mais une émergence de 13 dBA très supérieure aux limites réglementaires. Les résultats dans le jardin se manifestent par un niveau de bruit ambiant de 52 dB toujours conforme mais d'une émergence beaucoup plus faible de 4.5 dBA conforme aux valeurs limites définies. Cette valeur se justifie notamment par un bruit résiduel mesuré plus important lié à différents facteurs : circulation, bruits voisins, de la faune... Les valeurs obtenues en limite nord des installations témoignent de niveaux sonores inférieurs à 60 dB (valeur réglementaire diurne).

De manière générale, les niveaux de bruits sont une nouvelle fois marqués dans les basses fréquences autour de la bande de tiers d'octave 16 Hz. L'arrêt séquentiel des équipements des process témoignent de diminutions nettes dans le domaine des basses fréquences liées à l'arrêt :

- du vibrodrom se caractérisant par une baisse de 12 dB sur la bande 16 Hz et sur le niveau sonore global (- 10 dBA),
- du refroidisseur de sable par une baisse de 25 dB sur la bande 16 Hz et une baisse de 5 dBA sur le niveau sonore global.

En dehors de ces 2 sources principales, les mesures témoignent également d'impacts sur les niveaux sonores mesurés de la ventilation des locaux ainsi que de l'ouverture de la porte sectionnelle au nord du site durant l'activité.

Le second diagnostic s'est donc attaché :

- à réaliser une campagne de mesures acoustiques et vibratoires à proximité et sur les équipements techniques,
- à identifier le chemin de propagation des ondes acoustiques et vibratoires à partir des équipements techniques vers le voisinage.

La compréhension et la quantification de ces mécanismes ont pour objet de déterminer les actions pouvant être mises en oeuvre pour limiter l'impact sonore et vibratoire sur le voisinage et atteindre la conformité réglementaire.

Les mesures acoustiques et vibratoires ont été réalisées le mardi 23 juillet 2024 en limite nord du site et sur 2 lignes de production :

- ligne ancienne comprenant notamment le vibrodrom et un filtre à sable dont les contributions aux niveaux sonores, notamment dans les basses fréquences, ont été identifiées lors de la campagne précédente,
- ligne nouvelle comprenant un tonneau vibrant (en lieu et place du vibrodrom) ainsi qu'un filtre à sable.

L'analyse des niveaux sonores mesurés **aux bandes fréquentielles** principalement en cause de la gêne perçue par le riverain, soit à **16 Hz et 20 Hz** :

- confirme **des niveaux sonores** à l'intérieur et à l'extérieur du logement, **très élevées pour ses bandes de fréquences** ;
- témoigne d'une très faible décroissance sonore des niveaux à 16 Hz et 20 Hz au cours de la propagation : les niveaux sonores sont équivalents entre les différents points positionnés sur le site. Ainsi, une décroissance de seulement 2 dB à 16 Hz et 0,5 dB à 20 Hz est calculée entre le point 4 (positionné en limite de propriété du site) et l'extérieur du logement, ces points sont distants d'environ 60 m,
- suggère que les niveaux sonores mesurés dans le jardin sont uniquement d'ordre acoustique, contrairement à l'intérieur du logement où un rayonnement des parois lié aux niveaux vibratoires élevés pourrait expliquer l'amplification constatée et les niveaux sonores importants. Toutefois, pour cette bande de fréquence, les niveaux sonores à l'extérieur étant élevés, l'hypothèse seule du rayonnement des parois dans le logement ne tient pas. Dès lors, avant 25 Hz, **l'isolation acoustique** apportée par la façade du riverain, composée des parois opaques et des menuiseries extérieures, est **presque inexistante**.

Cette dernière s'avère beaucoup plus efficace à partir de 25 Hz. Ce mécanisme est conforme à la littérature scientifique, technique du domaine qui établit la difficulté des matériaux, en général et de construction, à isoler les très basses fréquences.

Il résulte de ces conclusions que la **propagation acoustique des équipements techniques du site vers les habitations voisines ne peut être exclue.**

Concernant les analyses vibratoires effectuées, les conclusions diffèrent sur le plan de la propagation où une forte atténuation, de l'ordre de 20 dB, est constatée entre les points de mesures en limite du site si bien que les niveaux mesurés à l'intérieur de la maison sont très nettement supérieurs à ces derniers signifiant l'intervention d'un mécanisme d'amplification dans la propagation. Une simulation théorique des niveaux attendus au sein de l'habitation au regard des hypothèses les plus contraignantes (valeur maximale, point de mesure le plus proche de la maison, fonctions de transfert les plus contraignantes...) aboutit à des valeurs théoriques nettement inférieures à celles mesurées in situ.

En termes de propagation, le scénario le plus probable est donc constitué par un phénomène de résonance des ondes acoustiques générées, dans le domaine des basses fréquences, au niveau de la structure du logement. **Les nuisances observées au niveau de la résidence seraient dès lors principalement d'ordre vibratoire mais que ces vibrations sont provoquées par les ondes acoustiques, notamment dans le domaine 16 – 20 Hz, générées par le site qui provoquerait la vibration de la ou d'une partie de la structure.** La contribution vibratoire du site ne peut être non plus totalement écartée en l'état mais son traitement devrait se traduire par des effets moins significatifs qu'une première action sur les ondes sonores.

Par ailleurs, les émissions acoustiques et vibratoires des divers équipements composant les 2 lignes de process ont également fait l'objet de mesures spécifiques qui témoignent :

- pour les mesures acoustiques :
 - de la prépondérance du vibrodrum présent sur l'ancienne ligne dans les niveaux sonores émis dans les fréquences 16 – 20 Hz suivi par les refroidisseurs à sable, les convoyeurs vibrants mais pour lesquels les résultats obtenus sont fortement influencés par les ondes sonores générées par le vibrodrum (les mesures acoustiques ont été réalisées alors que tous les équipements fonctionnaient),
 - que le tonneau vibrant de la nouvelle ligne présente des niveaux sonores très inférieurs de près de 30 dB à 16 Hz,
 - que la contribution au niveau acoustique du refroidisseur à sable reste importante et que de nouvelles mesures pourraient être nécessaires pour quantifier ses émissions acoustiques dans cas où les actions sur le vibrodrum s'avèreraient insuffisantes.
- pour les mesures vibratoires composées :
 - sur l'ancienne ligne :
 - de 5 capteurs déployés spécifiquement sur le vibrodrum : équipement / massif béton sur lequel s'appuie le vibrodrum / sol du rez de chaussée sur lequel s'appuie le massif béton / sol à proximité de l'équipement et bunker autour de l'équipement,
 - de 3 capteurs sur le refroidisseur à sable : équipement / sol de l'atelier à proximité et à 4,5 mètres,
 - de 4 capteurs sur le support du convoyeur : entrée, virage, sortie plus convoyeur récupérateur pièces
 - sur la nouvelle ligne :
 - 2 capteurs sur le tonneau vibrant (supports du tonneau vibrant),
 - 3 capteurs sur le refroidisseur à sable de la nouvelle ligne,

- 3 capteurs sur le convoyeur vibrant de la nouvelle ligne

les résultats obtenus témoignent en synthèse pour les ondes solidiennes :

- d'une bonne filtration des vibrations générées par les différents équipements autour des 16 Hz confirmant l'hypothèse d'une propagation liée aux ondes sonores aériennes,
- d'une contribution prépondérante du vibrodrum dans la bande des 16 Hz mais qui ferait l'objet d'une bonne filtration du signal par les ressorts et le massif béton. La propagation serait dès lors de nature acoustique provoquant la vibration de la boîte béton,
- de meilleures performances en termes de vibrations du nouveau refroidisseur à sable par rapport à celui de l'ancienne ligne mais avec des niveaux sonores similaires,
- une contribution sonore et vibratoire des convoyeurs faible devant celle des refroidisseurs et surtout du vibrodrum.

Toutes les analyses tendent à converger vers la même hypothèse, soit une nuisance vibratoire ressentie au niveau du logement de la plaignante engendrée par la propagation des ondes acoustiques issues des équipements du site dans le domaine 16 - 20 Hz. Le vibrodrum présent sur le process de l'ancienne ligne est le plus gros contributeur. Un double phénomène de résonance des structures interviendrait dans le mécanisme de propagation : la boîte entourant le vibrodrum subirait une excitation acoustique du vibrodrum à 16 Hz pour vibrer à son tour à cette fréquence et propager ainsi une onde acoustique qui dans un second temps attendrait la maison de la plaignante provoquant une nouvelle fois la vibration de la structure et sa résonance expliquant l'amplification mesurée du signal.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitation des résultats obtenus lors des différentes campagnes permettent d'estimer qu'un gain d'environ 20 dB à 16 Hz et 14 dB à 20 Hz sur la contribution sonore du site doit être atteint pour respecter le seuil de gêne fixé dans l'habitation voisine et viser une conformité réglementaire au niveau de l'émergence. Ces seuils sont d'ailleurs atteints lors des périodes d'arrêts simultanés du vibrodrum et du refroidisseur à sable. Le vibrodrum constitue la source principale sur laquelle il faut intervenir en priorité. Toute diminution des sources secondaires s'avérerait inefficace du fait de l'effet masquant produit par la source principale.

Par conséquent, les ondes acoustiques générées par le vibrodrum nécessitent d'être résolues avant même d'engager des actions complémentaires sur les sources secondaires, notamment au niveau des refroidisseurs à sable.

Les solutions envisagées en première approche consisteraient donc à moderniser l'ancienne ligne en remplaçant le vibrodrum par un tonneau vibrant similaire à celui de la nouvelle ligne. Les mesures acoustiques effectuées sur ce dernier, au sein de la nouvelle ligne, permettent d'envisager une réduction du signal suffisante pour résoudre les nuisances provoquées au sein de la maison et atteindre la conformité réglementaire sur les émergences.

Les solutions présentées et envisageables au niveau du vibrodrum reposent :

- soit sur la modernisation de l'ensemble de l'ancienne ligne de process et le remplacement de l'équipement par un système analogue à celui présent sur la nouvelle ligne. Les mesures effectuées dans le cadre des diagnostics témoignent d'émissions sonores au niveau du tonneau vibrant qui permettent une réduction à la hauteur des gains espérés pour un retour à la conformité et pour une réduction de la perceptibilité des ondes vibratoires dans le domaine des basses fréquences constatée dans la résidence de la plaignante,
- soit sur la mise en oeuvre d'un nouveau coffrage béton autour du premier coffrage présentant une épaisseur supérieure ou égale à 20 cm. Ce deuxième coffrage serait distant d'environ un mètre du premier coffrage permettant la mise en oeuvre d'un isolant en laine minérale dans l'inter-espace. L'inconvénient de cette deuxième solution repose sur le fait que la boîte ne peut être intégralement close puisqu'elle doit permettre le passage du convoyeur et des pièces acheminées par ce dernier (flux continu en pouvant faire l'objet d'un séquençage dans le cadre du process). L'efficacité d'une telle solution est donc moins certaine et ne peut faire l'objet d'une évaluation préalable. Ainsi, cette mise en oeuvre devra se conclure par de nouveaux diagnostics permettant de quantifier la réduction

atteinte avant éventuellement de conditionner la mise en oeuvre itérative de nouvelles mesures sur l'équipement ou les équipements secondaires à l'instar du refroidisseur à sable.

Dans les deux cas, les opérations et les travaux sont lourds et nécessitent des périodes d'arrêt prolongées du site pour permettre leur mise en oeuvre sans compter les coûts économiques engendrés.

Il a ainsi été convenu que l'exploitant procède à des études de faisabilité et technico-économiques permettant d'orienter sa prise de décisions. Les résultats de ces études doivent lui permettre de présenter un plan d'action, dans un délai de 3 mois, assorti d'un échéancier de réalisation qui pourra faire l'objet de discussions avec l'inspection suivant les délais proposés. **Un projet d'APC dans ce sens est ainsi joint à ce rapport.**

Au regard de l'importance des travaux et des temps nécessaires à leur organisation, l'exploitant envisageait leur programmation lors de l'arrêt technique prévu en 2026 soit sous un délai de presque 2 ans.

Il est d'ores et déjà établi que la plainte ne pourra être soldée que lorsque l'exploitant aura procédé, à l'issue des actions envisagées, à de nouvelles mesures sonores et vibratoires qui permettront :

- d'une part, de démontrer l'acceptabilité des vibrations mesurées chez la plaignante au regard des seuils fixés, pour les perceptions tactiles, dans les 3 directions (vertical, horizontal et longitudinal) par la norme ISO 2361-2 de 1989,
- d'autre part, d'attester de la conformité des émissions acoustiques en niveaux sonores et en émergence au sein de la maison de la plaignante.

De plus, en lien avec les observations du constat 1, l'exploitant devra également démontrer que les mesures déployées sur le site dans le cadre de la plainte permettent d'atteindre la conformité sur chacun des points de mesures recensées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et dans chaque zone d'émergence réglementée. Dans le cas contraire, un nouveau plan d'actions devra être établi par l'exploitant. La conformité du site ne pourra être déclarée qu'à l'issue de 2 campagnes successives entièrement conformes.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Prescriptions complémentaires |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 5 : Actualisation des dispositions - Projet d'APC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L 181-14 + R 181-45 |
| Thème(s) : Situation administrative, Prescriptions complémentaires |
| Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>Code de l'environnement L 181-14</u> [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.• <u>Code de l'environnement R 181-45</u> Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet. Le préfet peut solliciter l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R. 181-39 sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par le pétitionnaire. Le délai prévu par l'alinéa précédent est alors porté à cinq mois. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues par le même article. Ces observations peuvent être présentées, à la demande de l'exploitant, lors de la réunion. Dans ce cas, si le projet n'est pas modifié, les dispositions du deuxième alinéa du présent article ne sont pas applicables. L'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois. |
| Constats : Le site AFC de Redon a fait l'objet, depuis 2020, de plusieurs échanges concernant la prévention et la protection des risques incendie. De nombreuses mesures ont été mises en oeuvre dans le cadre des visites d'inspection et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2020 : <ul style="list-style-type: none">• dispositions relatives à la protection contre la foudre• réévaluation des besoins en eau pour assurer la défense incendie du site et mises en oeuvre des bâches incendie• renforcement du réseau RIA• contrôle et réparation des trappes de désenfumage• compartimentation de la zone de stockage des alliages FeSi et FeSiMg (150 m²) et le local de stockage des produits chimiques pouvant présenter des risques d'émission toxique en cas d'incendie (émission de gaz inflammables et/ou de gaz toxiques) et gêner l'intervention. L'exploitant a déployé les mesures énoncées et tenu informée l'inspection des installations classées pendant tout le processus. Les visites d'inspection des 16/11/2021 et 11/10/2023 ont notamment permis de constater les avancées réalisées par l'exploitant selon l'échéancier |

présenté. Les derniers justificatifs transmis par l'exploitant ont conduit à la levée de la mise en demeure par arrêté préfectoral du 14 mars 2024.

Dans le cadre de ce processus de régularisation et à la suite de la visite d'inspection du 16/11/2021, un projet d'APC avait été communiqué à l'exploitant pour actualiser les dispositions applicables aux installations en fonction des conclusions de l'étude et reprenant l'échéancier de réalisation des mesures prévues par l'exploitant. Ce dernier a fait dans le cadre du contradictoire l'objet d'échanges avec l'exploitant qui n'ont pas permis l'aboutissement de la procédure et sa signature. Dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé dans le constat précédent, ce dernier reprend également la démarche initiée à l'époque en actualisant :

- les dispositions relatives à la protection incendie du site
- la situation administrative de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L 513-1

Thème(s) : Situation administrative, Demande d'antériorité

Prescription contrôlée :

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.

Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.

Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.

Constats :

En réponse au constat 2021-1 de l'inspection concernant la situation administrative des installations et leur évolution, l'exploitant a transmis par courrier du 4 juillet 2022 à la préfecture le classement administratif actualisé de son exploitation.

Par le biais de ce courrier, l'exploitant sollicite le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2940 : *"application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801"*.

En l'état, ce bénéfice de l'antériorité ne peut être accepté au regard du formalisme de la demande qui ne répond pas aux dispositions de l'article R 513-1 mais surtout de l'absence de justification liée à cette demande et des raisons du classement au titre de cette rubrique. En effet, la rubrique 2940 a été créée par décret 96-197 du 11 mars 1996 or l'exploitant n'a jamais porté à connaissance de l'administration cette activité, que cela soit dans le cadre des rapports annuels de fonctionnement ou des visites d'inspection. En l'absence d'éléments justificatifs complémentaires transmis par l'exploitant prouvant la connaissance de l'existence de ses installations par l'administration, les installations 2940 n'ont ainsi jamais été régulièrement mises en service. De

même, le classement de ces installations ne dépend pas d'une modification récente des seuils de la nomenclature des installations classées ayant provoqué le classement soudain d'une activité connue.

Ainsi, le tableau de classement retenu dans le projet d'APC joint à ce rapport ne prend pas en compte le classement à déclaration au titre de la rubrique 2940. Cette rubrique sera intégrée soit dans le cadre de la nouvelle demande du bénéfice d'antériorité accompagnée des éléments justificatifs, soit dans le cadre du porter-à-connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sauf éléments justificatifs complémentaires communiqués par l'exploitant, les installations soumises à la rubrique 2940 doivent faire l'objet d'un porter-à-connaissance en vertu de l'article R. 181-46 du code de l'environnement avec l'ensemble des éléments permettant de justifier de l'absence de caractère substantiel de la modification mais également de la conformité des installations aux dispositions réglementaires applicables. Dans ce cas, pour les installations en question, ce sont les dispositions des installations nouvelles de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 qui s'appliquent, donc de son annexe 1.

Inversement, si l'exploitant parvient à justifier qu'il s'agit bien d'une demande d'antériorité telle que définie à l'article R. 513-1, alors les installations bénéficieront de l'antériorité et seront soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 pour les installations existantes suivant les règles définies en son annexe 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Classement - arrêt des activités 2561

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R 512-66-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité |
| Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :</p> <ul style="list-style-type: none">• un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;• un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement. <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p> |
| Constats : <p>La rubrique 2561 soumise à déclaration a été arrêtée en 2016. Les installations - le four de traitement thermique - ont été démantelées à cette époque. L'inspection avait connaissance de cette mise à l'arrêt des activités, qui était actée dans les rapports d'inspection. Aucune notification n'avait été toutefois communiquée au préfet par l'exploitant et aucune procédure de cessation (telle que définie par l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement depuis le 1er juin 2022) respectant les dispositions des articles R 512-66-1 applicables entre le 1er janvier 2016 et le 1er juin 2022 rappelées ci-dessus n'a été entreprise.</p> <p>Considérant toutefois que :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'inspection avait connaissance de l'arrêt des activités depuis 2016,• la cessation d'activité concerne une rubrique soumise à déclaration sur un site à autorisation toujours en exploitation et qu'à ce titre les dispositions suivantes sont <i>de facto</i> prises en compte : "II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion"• que "4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement" sera effectuée par le biais du rapport de base dans le cadre du prochain réexamen au titre de la directive IED ou lors de la cessation des activités du site, |

- que la cessation d'activité n'entraînait pas de libération de terrains,

l'inspection propose d'entériner le déclassement des installations au titre de la rubrique 2561 de la nomenclature des installations classées. Ce déclassement est pris en compte dans le cadre du projet d'APC joint à ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe 1 : Résultats des campagnes de surveillance 2017 – 2024 des installations AFC de Redon

• **Campagnes de mesures nocturnes**

| Dates de mesures | Limites de propriété – Niveaux de Bruits : nuit - seuil : 55 dB | | | | | | | | Émergences : nuit - seuil 3 dB | | |
|------------------|---|------------|------------------|-----------------|-----------|---------------|----------------|------------|--|-------------|------------------------|
| | LPI 1 Nord | LPI 2 Nord | LPI 3 Nord-Ouest | LPI 4 Sud-Ouest | LPI 5 Sud | LPI 6 Sud-Est | LPI 7 Nord-Est | LPI 8 Nord | ZER 1 (N.O) | ZER 2 (S.O) | ZER 3 (N.E) |
| 19/12/17 | 42 | 42,5 | 50 | 57 | 61,5 | 54,5 | 54 | 52 | L ₅₀ <35 dB (pas de mesures conformément à méthodo) | 6,5 | 6,5 |
| 12/12/18 | 43,5 | 43,5 | 53 | 60,5 | 60,5 | 56,5 | 55 | 53 | 2 | 9,5 | 4 |
| 05/12/19 | 41 | 42 | 52 | 52 | 61 | 55 | 55 | 54 | 1 | 1 | 4 |
| 16/12/20 | 41 | 45 | 53,5 | 54 | 60 | 54,5 | 54,5 | 52,5 | 0 | 2 | 2,5 |
| 14/12/21 | 41,5 | 40 | 51,5 | 53,5 | 61,5 | 55 | 54 | 50,5 | L ₅₀ <35 dB | 7 | L ₅₀ <35 dB |
| 13/10/22 | 42 | 40 | 52,5 | 53,5 | 60 | 55 | 54 | 50 | L ₅₀ <35 dB | 0 | 2 |
| 06/12/23 | 44 | 41,5 | 52 | 53,5 | 58 | 57 | 54,5 | 49 | 0 | 0 | 2,5 |

• **Campagne de mesures diurnes**

| Dates de mesures | Limites de propriété – Niveaux de Bruits : jour – seuil 60 dB | | | | | | | | Émergences : jour – seuil 5 dB | | |
|------------------|---|------------|------------------|-----------------|-----------|---------------|----------------|------------|--------------------------------|-------------|-------------|
| | LPI 1 Nord | LPI 2 Nord | LPI 3 Nord-Ouest | LPI 4 Sud-Ouest | LPI 5 Sud | LPI 6 Sud-Est | LPI 7 Nord-Est | LPI 8 Nord | ZER 1 (N.O) | ZER 2 (S.O) | ZER 3 (N.E) |
| 22/02/22 | 55 | 48 | 57 | 56 | 60 | 57 | 55 | 52,5 | 0 | 0 | 0 |